



Assemblée générale

Distr. générale
18 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 71 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains :
questions relatives aux droits humains, y compris les
divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des
droits humains et des libertés fondamentales

Liberté de religion ou de conviction

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport d'activité de la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction, Nazila Ghanea, en application de la résolution [78/212](#) de l'Assemblée

* [A/79/150](#).



Rapport d'activité de la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction, Nazila Ghanea

Paix et liberté de religion ou de conviction

Résumé

Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction, Nazila Ghanea, examine la relation entre le droit à la paix et la liberté de religion ou de conviction. L'une des observations majeures du rapport est que la liberté de religion ou de conviction crée les conditions, motivations, logiques et mouvements propices à l'émergence de la paix en renforçant la prévention des conflits, le rétablissement et la consolidation de la paix.

I. Introduction

1. L'urgence de la paix se fait ressentir profondément et douloureusement dans le monde entier. Des millions de personnes ne savent que trop bien que la jouissance des droits humains dépend largement de la paix, que la violence et la guerre entraînent un recul des acquis en matière de droits et que le respect des droits humains favorise la paix. Le monde devient de plus en plus violent : les données suggèrent que les conflits sont 40 % plus nombreux qu'en 2020 et qu'une personne sur six vit dans une zone de conflit ouvert¹. Étant donné qu'un nombre toujours plus grand de personnes souffrent de par le monde, il est opportun de s'intéresser à la paix et à son lien avec la liberté de religion ou de conviction.

2. Les droits humains et la paix sont associés dans la Charte des Nations Unies. Le but même des Nations Unies, tel qu'énoncé à l'Article 1 de la Charte, est notamment de maintenir la paix et la sécurité internationales, développer entre les nations des relations amicales, permettre l'harmonisation des efforts des nations, réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux et « [encourager] le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions »². La paix et les droits humains, y compris la liberté de pensée, de conscience et de religion (liberté de religion ou de conviction) sont donc reconnus comme des fondements de l'Organisation depuis la naissance des Nations Unies.

3. Le présent rapport a pour objet d'attirer l'attention sur la corrélation entre le droit à la paix et la liberté de religion ou de conviction. L'une des observations majeures du rapport est que la liberté de religion ou de conviction crée les conditions, motivations, logiques et mouvements propices à l'émergence de la paix en renforçant la prévention des conflits, le rétablissement et la consolidation de la paix. La reconnaissance de ce lien est particulièrement importante étant donné la fréquence à laquelle la religion est invoquée ou impliquée dans les conflits.

II. Contexte normatif du droit à la paix

4. L'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme s'intéressent au droit à « la paix » (envisagée dans le présent rapport en contraste avec la violence, le conflit et la guerre) et à la culture de paix depuis une quarantaine d'années.

5. En 1984, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur le droit des peuples à la paix, dans laquelle elle reconnaissait que chaque État a le devoir sacré d'assurer aux peuples une vie pacifique et proclamait solennellement que les peuples de la Terre ont un droit sacré à la paix³.

6. Quinze ans plus tard, dans sa résolution 53/243 « Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix », l'Assemblée générale reconnaissait qu'il existait un lien entre la paix, la liberté de religion ou de conviction et la non-discrimination fondée sur la religion ou la conviction. Elle y prenait note de la nécessité d'éliminer toutes les formes de discrimination et d'intolérance⁴, de respecter et promouvoir tous

¹ Armed Conflict Location and Event Data Project, Conflict Index, mis à jour en janvier 2024. Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://acleddata.com/conflict-index>. Voir également le discours du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme du 18 juin 2024 à la cinquante-sixième session du Conseil des droits de l'homme. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/fr/statements-and-speeches/2024/06/we-must-urgently-find-our-way-back-peace-says-high-commissioner>.

² Charte des Nations Unies, Article 1.

³ Résolution 39/11 de l'Assemblée générale, sixième alinéa et par. 1.

⁴ Résolution 53/243 de l'Assemblée générale, septième alinéa.

les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales⁵ et de promouvoir la compréhension et la tolérance entre tous les peuples et toutes les cultures, y compris à l'égard des minorités religieuses⁶ et reconnaissait la place centrale de la société civile dans le développement et la promotion d'une culture de paix.

7. En 2016, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur le droit à la paix, dans laquelle elle rappelait que la communauté internationale devait redoubler d'efforts pour favoriser un dialogue à l'échelle mondiale en vue de promouvoir une culture de tolérance et de paix à tous les niveaux, fondée sur le respect des droits de l'homme et de la diversité des religions et des convictions. Elle y soulignait également que « la paix est une condition essentielle de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme pour tous »⁷. Elle y reconnaissait que le droit à la paix recouvre la promotion et la protection de tous les droits humains de toutes et tous, y associait le droit à la paix et l'égalité, la non-discrimination et le développement et reconnu que « la garantie que chacun soit à l'abri de la peur et de la misère était un moyen de consolider la paix au sein des sociétés et entre elles »⁸.

8. En 2024, le Conseil des droits de l'homme a considéré, dans sa résolution 55/17, qu'instaurer une culture de paix demande de faire progresser la compréhension, la tolérance et la solidarité entre toutes les civilisations, toutes les personnes et toutes les cultures, ainsi qu'à l'égard des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. En outre, il a demandé à tous les États de veiller à ce que toutes les personnes, y compris celles qui appartiennent à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, aient la possibilité de contribuer à la promotion et au renforcement d'une culture de paix.

9. L'évolution normative concernant la culture de la paix et le droit à la paix va de pair avec la reconnaissance de l'importance de la paix dans les instruments relatifs à la liberté de religion ou de conviction.

10. Dans le préambule de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction de 1981, l'Assemblée générale reconnaît que « le mépris et la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction, quelle qu'elle soit, sont directement ou indirectement à l'origine de guerres et de grandes souffrances infligées à l'humanité » et que la liberté de religion ou de conviction « [contribue] à la réalisation des buts de paix mondiale, de justice sociale et d'amitié entre les peuples »⁹.

11. Le lien de réciprocité entre le droit à la paix et la liberté de religion ou de conviction, ainsi que les aspects individuels et collectifs du droit à la paix et du « droit de l'être humain à la paix », ont été relevés dans plusieurs rapports établis dans le cadre du mandat¹⁰. La question est de savoir comment appréhender au mieux cette réalité.

12. La liberté, la paix et la sécurité et le développement sont considérés comme les trois piliers des Nations Unies dans la Charte. L'Article 1 indique que le maintien de

⁵ Ibid. art. 1 c) et 3 c).

⁶ Ibid. art. 3 m).

⁷ Résolution 71/189 de l'Assemblée générale, deuxième alinéa.

⁸ Ibid, annexe, art. 2.

⁹ Résolution 36/55 de l'Assemblée générale, troisième et sixième alinéas.

¹⁰ E/CN.4/1997/91, par. 90 ; E/CN.4/1998/6, par. 114 ; et A/55/280, par. 136. Voir Michael Wiener, « The missing link between the right to peace and conscientious objection to military service » dans *A Missing Piece for Peace*, Michael Wiener et David Fernández Puyana, eds. (San José, University for Peace Press, 2022), sect. 3 f). Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.upeace.org/wp-content/uploads/2024/01/Wiener-and-Fernandez-A-Missing-Piece-for-Peace.pdf.

la paix et de la sécurité internationales ne nécessite pas uniquement de prévenir et d'écarter les menaces à la paix mais également de respecter les droits humains sans distinctions. Par la suite, de nombreux instruments ont également défini le concept de « paix ». Dans le document intitulé « Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix », l'Assemblée générale a reconnu que la paix n'est pas simplement l'absence de conflits, mais est un processus positif, dynamique, participatif qui favorise le dialogue et le règlement des conflits dans un esprit de compréhension mutuelle et de coopération¹¹.

13. La paix ne se limite donc pas à une définition négative, elle est également positive : négative dans le sens d'une absence de violence directe, mais positive dans le sens où elle est beaucoup plus large et englobe également l'absence de violence indirecte ou structurelle¹².

14. Les définitions de la paix se sont élargies, tout comme celles de la sécurité¹³ et de la souveraineté¹⁴. En substance, il a été précisé et réitéré dans un certain nombre de rapports que la principale raison d'être et le premier devoir des États, ainsi que le fondement de leur souveraineté, est de protéger leurs populations¹⁵. Ces interprétations plus larges se retrouvent également dans la manière dont le Conseil de sécurité conçoit son propre rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales par la promotion de l'obligation de rendre des comptes et de la justice.

15. Bien qu'il se soit élargi au fil des décennies, le rôle du Conseil de sécurité dans la défense des droits humains est toujours envisagé de manière étroite, dans la mesure où il porte sur « les violations flagrantes et systématiques des droits à l'intégrité physique qui constituent des atrocités criminelles de masse, telles que le génocide, le nettoyage ethnique, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Ce n'est qu'à l'intersection des questions de sécurité internationale et de droits humains que ces derniers intègrent les travaux du Conseil »¹⁶. En résumé, de graves « violations des droits à l'intégrité physique » doivent être en jeu¹⁷. Depuis 1992, les résolutions du Conseil incluent de plus en plus souvent des références à la situation des membres des minorités, ainsi qu'aux violations des droits humains, qu'elles soient commises par les gouvernements ou par des groupes armés non étatiques, y compris au nom de la religion¹⁸.

16. Le Conseil de sécurité a renforcé son action dans le domaine des droits humains en établissant des commissions d'enquête, en créant des cours et des tribunaux internationaux et en leur soumettant des affaires, en utilisant la force militaire à des

¹¹ Résolution 53/243 de l'Assemblée générale, quatrième alinéa.

¹² Johan Galtung, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3 (1969), note 31.

¹³ Ce point sera abordé plus loin.

¹⁴ La responsabilité de protéger : Rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États. Disponible à l'adresse suivante : <https://idrc-crdd.ca/fr/livres/la-responsabilite-de-protger-rapport-de-la-commission-internationale-de-lintervention-et-de->

¹⁵ A/59/2005, par. 135.

¹⁶ Carrie Booth Walling, « The United Nations Security Council and human rights », *Global Governance*, vol. 26, n° 2 (2020), p. 293.

¹⁷ Susan Hannah Allen et Sam R. Bell, « The United Nations Security Council and human rights: who ends up in the spotlight? », *Journal of Global Security Studies*, vol. 7, n° 4 (décembre 2022), p. 12.

¹⁸ Nazila Ghanea et Michael Wiener, « Freedoms of thought, conscience, religion or belief at 75 », *Shaping a World of Freedoms: 75 Years of Legacy and Impact of the Universal Declaration of Human Rights* (New York, 2023), p. 9. Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://unequal.world/wp-content/uploads/2023/12/Shaping-a-World-of-Freedoms-75-Years-of-Legacy-and-Impact-of-the-Universal-Declaration-of-Human-Rights.pdf>. Voir également Mark Klamburg et autres, « Tempering the Security Council's expanded perception of threats to the peace », *Nordic Journal of International Law*, vol. 93, No. 2 (juin 2024).

fins humanitaires et pour protéger les droits humains, et en intégrant les droits humains aux opérations de maintien de la paix¹⁹.

17. Le concept de « sécurité globale » de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) offre une définition plus large de la sécurité, qui englobe trois dimensions complémentaires : politico-militaire, économique et environnemental et humaine, considérées comme « d'égale importance »²⁰. La sécurité est comprise « de manière globale, fondée sur la coopération, égale, indivisible et ancrée dans les droits de l'homme ». L'objectif de développement durable n° 16 est lui aussi vaste, puisqu'il demande aux États de « [p]romouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ».

18. C'est sur la base de ces conceptions plus larges que le présent rapport examine la manière dont la liberté de religion ou de conviction contribue à la paix.

III. Religion, paix et conflit

19. La nécessité de promouvoir la paix et la liberté de religion ou de conviction simultanément, celles-ci étant indissociables, est reconnue dans de nombreux instruments, notamment la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction²¹, la Déclaration sur le droit à la paix de 2016²² et la Déclaration de Beyrouth sur la foi pour les droits de 2017²³.

20. Dans les instruments précités, il est reconnu que la paix doit être fondée sur le respect de la liberté de religion ou de conviction et sur le respect de la diversité des religions et des convictions. On y reconnaît également que la réalisation des droits des minorités de religion ou de conviction contribue « au renforcement de l'amitié, de la coopération et de la paix entre les peuples et les États »²⁴. Le rapport positif entre la paix et la liberté de religion ou de conviction est toutefois soumis à certaines conditions. Dans les instruments en question, il est dit que la liberté de religion ou de conviction devrait contribuer à la réalisation de la paix dans le monde et que la religion ou les convictions ne devraient pas être utilisées ou détournées à des fins incompatibles avec la Charte et, par conséquent, avec la paix.

21. De nombreuses recherches ont été consacrées à la question de la relation entre la religion et la paix. Pour ce qui est de savoir si la religion contribue à la guerre ou à la paix, on considère depuis longtemps que son rôle à cet égard est « ambivalent »²⁵. « Ni la religion ni le militantisme religieux ne sont à proprement parler source de conflit meurtrier » ; de fait, « des 'guerriers de la paix' non violents pourraient avoir plus d'influence à long terme que les extrémistes religieux »²⁶. On note que la religion

¹⁹ Walling, « Le Conseil de sécurité des Nations Unies et les droits de l'homme », p. 294 à 299.

²⁰ Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, *Liberté de religion ou de conviction et sécurité : Orientations générales* (Varsovie, 2019), p.9.

²¹ Résolution 36/55 de l'Assemblée générale, cinquième alinéa.

²² Résolution 71/189 de l'Assemblée générale, trente-quatrième alinéa.

²³ A/HRC/40/58, annexe I, par. 7, et annexe II ; voir également #Faith4Rights toolkit (boîte à outils #Faith4Rights), p. 10, disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Press/faith4rights-toolkit.pdf.

²⁴ Résolution 71/189 de l'Assemblée générale, trente-quatrième alinéa.

²⁵ R. Scott Appleby, « Religion and global affairs: religious 'militants for peace' », *SAIS Review*, vol. 18, n° 2 (été-automne 1998). Voir également Erin Wilson, *Religion and World Politics: Connecting Theory with Practice* (Routledge, 2023).

²⁶ Monica Duffy Toft, « Religion, terrorism and civil wars » dans *Rethinking Religion and World*

n'est pas intrinsèquement « dangereuse » ou « nuisible » et que, en réalité, « la violence fait figure d'exception lorsqu'il s'agit de traditions religieuses »²⁷.

22. Malgré, ou plutôt à cause de son ambivalence, « la religion permet aux acteurs politiques de l'utiliser pour légitimer leurs campagnes d'agression » ou de violence organisée et les guerres, qu'elles soient le fait d'acteurs étatiques ou non étatiques²⁸. Lorsque la religion est utilisée pour légitimer le recours à la violence, elle est souvent associée à certains « facteurs socioéconomiques et politiques qui jouent dans la décision de recourir à la violence »²⁹.

23. Les facteurs qui « amènent à utiliser la religion pour justifier un conflit »³⁰ peuvent être extérieurs à la communauté religieuse concernée ou liés à des facteurs internes propres aux responsables religieux, ainsi qu'aux intérêts et communautés concernés.

24. En résumé, la religion peut inspirer et favoriser la non-violence, la résolution des conflits et la paix, ou au contraire la violence, les conflits et la guerre.

25. Cela étant, « la violence inspirée par la religion est, dans l'ensemble, plus meurtrière que la violence justifiée par d'autres moyens »³¹. On ne peut ignorer les études qui appuient l'observation selon laquelle la religion « contribue à une proportion incroyablement élevée de guerres civiles et d'actes terroristes » et rend cette violence « non seulement plus meurtrière, mais aussi plus difficile à faire cesser durablement »³².

26. Les recherches ont montré que « le choix que font les États d'exclure et réprimer les minorités ou de les accepter est un facteur déterminant dans le risque qu'un clivage religieux devienne un facteur d'organisation de la violence »³³. Il a été avancé que c'est dans les contextes de répression étatique que les marqueurs d'identité religieuse prennent de l'importance et peuvent, par exemple, être « synonymes d'illégitimité à revendiquer des droits tels que les droits à la citoyenneté, à la terre, à l'emploi et à la sécurité »³⁴. Il n'existe pas « une voie principale prédéterminée qui conduirait de la diversité démographique à la guerre, mais... la répression peut déclencher une guerre civile »³⁵.

27. En ce qui concerne la discrimination et l'intolérance fondées sur la religion ou les convictions, les titulaires du mandat ont depuis longtemps observé qu'elles étaient le fruit de la combinaison de « divers facteurs économiques, sociaux, politiques ou culturels découlant de processus historiques complexes », ainsi que de « l'intransigeance sectaire ou dogmatique »³⁶. Il est d'autant plus probable de voir une telle intransigeance émerger lorsque rien n'est fait face à la répression et que l'État manque à son devoir d'y mettre un terme.

28. Les facteurs à l'origine de la décision de recourir à la violence sont donc multiples. La religion est rarement le seul facteur en cause, mais elle se cumule avec

Affairs, Timothy Shah, Alfred Stepan et Monica Duffy Toft, éd. (Oxford University Press, 2012), p. 127.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid, p. 142.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid, p. 127.

³² Ibid, p. 142.

³³ Ragnhild Nordås, « Religious demography and conflict: lessons from Côte d'Ivoire and Ghana », *International Area Studies Review*, vol. 17, n° 2 (juin 2014), p. 160.

³⁴ Ibid, p. 161.

³⁵ Ibid.

³⁶ [A/HRC/13/40](#), par. 43.

d'autres facteurs et revendications. Lorsque des politiques répressives sont menées par l'État à l'égard d'un groupe spécifique, des liens sont tissés qui renforcent la cohésion entre les membres du groupe ciblé, et ces griefs communs peuvent donner lieu à une mobilisation et à une dissidence (le clivage religieux devient alors un facteur d'organisation de la violence)³⁷, voire engendrer de la violence, des conflits ou des guerres.

29. Il est également important de noter qu'un « régime qui a connu un conflit religieux aura un comportement plus répressif envers les groupes religieux »³⁸. Ces observations suggèrent qu'il est probable, après un conflit dans lequel la religion était impliquée, qu'une certaine répression religieuse s'installe, engendrant ainsi un cycle de restrictions de la liberté de religion ou de conviction, ce qui risque à son tour d'entraîner de nouveaux conflits.

30. L'ancien rapporteur spécial Heiner Bielefeldt avait présenté les formes que ces violences peuvent prendre. Ainsi, la violence au nom de la religion « peut se manifester sous différentes formes : attentats contre des personnes ou des communautés, violences intercommunautaires, attentats-suicides, actes terroristes, répression de l'État, politiques ou lois discriminatoires et d'autres types encore de comportements violents. Elle peut également s'inscrire dans la durée ou dans une situation de statu quo et donner naissance à des formes de violence structurelle justifiées au nom de la religion »³⁹. Au nombre des auteurs de cette violence figurent différents types d'acteurs non étatiques, notamment des groupes armés et des groupes d'autodéfense, mais aussi des organes de l'État, ou bien souvent une combinaison des deux⁴⁰. Cette situation est illustrée dans toute une série d'exemples récents de lettres d'allégations envoyées par l'actuelle titulaire du mandat et par d'autres rapporteurs spéciaux, qui soulèvent précisément les mêmes préoccupations⁴¹. En outre, d'autres exemples récents faisaient état de violences ou de risques de violence liés au refoulement de personnes fuyant des persécutions religieuses⁴², à une stigmatisation véhiculée dans le discours des autorités publiques et dans la conscience populaire⁴³,

³⁷ Nordås, « Religious demography and conflict », p. 160.

³⁸ Peter S. Henne et Jason Klocek, « Taming the gods: how religious conflict shapes State repression », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 63, n° 1, p. 112.

³⁹ A/HRC/28/66, par. 4.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Par exemple, depuis l'adoption de la résolution 49/5 du Conseil des droits de l'homme (31 mars 2022). HCDH, communications adressées aux gouvernements suivants : Brésil [BRA 2/2023 (réponses du Gouvernement reçues les 10 et 21 juillet et le 29 août 2023)] ; Chine [CHN 8/2023 (réponse du Gouvernement reçue le 31 août 2023) et CHN 12/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 7 mars 2023)] ; Inde (IND 9/2023 (réponse du Gouvernement reçue le 25 octobre 2023), IND 8/2023, IND 9/2022 et IND 5/2022) ; Iran (République islamique d'Iran) [IRN 27/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 25 mai 2023) et IRN 15/2022 (réponse du gouvernement reçue le 9 mars 2023)] ; Israël (ISR 8/2022) ; Nigéria (NGA 1/2023) ; Nicaragua (NIC 2/2023) ; Pakistan (PAK 4/2023 et PAK 2/2023) ; Somalie (SOM 4/2022) ; Viet Nam (VNM 2/2023). Voir également la communication OTH 108/2022 adressée à Khan Muttaqi (réponse reçue le 12 janvier 2023).

⁴² HCDH, communications adressées aux gouvernements suivants : Bangladesh (BGD 5/2023) ; Chine [CHN 12/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 7 mars 2023, faisant référence à la communication CHN 7/2017, à laquelle une réponse du Gouvernement avait été reçue le 19 septembre 2017)] ; Égypte [EGY 10/2017 (réponse du Gouvernement reçue le 15 septembre 2017) et EGY 4/2022)] ; Japon [JPN 1/2023 (réponse du Gouvernement reçue le 11 octobre 2023)] ; France [FRA 2/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 7 juillet 2023)] ; Pakistan (PAK 11/2023) ; Thaïlande [THA 2/2024 (réponse du Gouvernement reçue le 27 février 2024) et THA 2/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 2 novembre 2022)] ; Türkiye [TUR 3/2023 (réponse du Gouvernement reçue le 8 août 2023)].

⁴³ HCDH, communications adressées aux gouvernements suivants : Japon [JPN 1/2024 (réponse du Gouvernement reçue le 27 juin 2024)] ; Kirghizistan (KGZ 4/2021) ; Nicaragua (NIC 2/2023) ; Pakistan (PAK 2/2023).

ou encore des cas de vandalisme, d'accaparement de terres ou de menaces à la sécurité commis par des agents de l'État eux-mêmes⁴⁴.

31. La titulaire actuelle du mandat a régulièrement parlé de « discrimination et de violence exercées au nom de la religion ou de la conviction », qu'elle distingue de « la discrimination et la violence exercées en raison de la religion ou de la conviction ». Dans le cadre d'un mandat précédent, la première avait été définie comme perpétrée sur le fondement ou sous prétexte des principes religieux de l'auteur et la deuxième comme perpétrée à cause de l'appartenance religieuse de la victime⁴⁵.

32. Une autre manière d'aborder cette distinction consiste à se demander qui détermine si un acte est « dû » à la religion ou à la conviction ou si la religion ou la conviction servent de prétexte. La question de savoir si un acte particulier est véritablement « religieux » ou non est très importante sur le plan politique.

33. La titulaire du mandat est soucieuse de ne pas s'ériger en juge de ce qui constitue une violence, un conflit ou une guerre « dus » à la religion ou ce qui est simplement commis « au nom de la religion ». Après tout, la titulaire du mandat exécute un mandat relatif aux droits humains et non un mandat consistant à apporter une expertise religieuse ou des conclusions sur l'ensemble des religions et des convictions. En outre, en tant que titulaire de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, elle est fondamentalement et sans équivoque en faveur des droits humains et de la paix pour tout le monde.

34. Pour avancer de manière responsable sur cette voie, il ne faut toutefois pas rejeter tout lien possible avec la religion. La titulaire actuelle a noté que « les actes de violence ne peuvent pas être attribués aux religions en soi ni à une religion en particulier », mais que « l'intervention humaine repose sur un large éventail de motivations, y compris des motivations religieuses »⁴⁶. Malheureusement, « il existe manifestement des fanatiques religieux qui semblent croire que, en torturant ou en tuant des êtres humains, ils rendent vraiment service à Dieu » et ceux-ci « peuvent trouver des admirateurs et des partisans au sein de leur communauté élargie qui pensent, à tort, que le recours à la violence est un moyen de manifester leur profond attachement à la religion »⁴⁷. Rejeter cette réalité reviendrait à se soustraire aux obligations et responsabilités que cela implique et à éviter de prendre les mesures nécessaires pour y remédier de manière efficace. Les États doivent respecter pleinement la liberté de religion ou de conviction de toutes et tous, mais aussi traduire en justice les personnes responsables de violations ou de crimes commis au nom d'une religion ou d'une conviction. En outre, « les communautés religieuses et leurs dirigeants, y compris les théologiens des différentes confessions, doivent s'attaquer à ce problème en se fondant sur une analyse claire de ses diverses causes profondes, dont les interprétations restrictives et radicales des préceptes religieux »⁴⁸.

35. Reconnaître que la religion peut servir à inciter au conflit, à la violence et à la guerre et à les perpétuer dans ce contexte ne revient pas à approuver l'utilisation de la religion à cette fin, ni à suggérer qu'une religion ou une conviction particulière est intrinsèquement ou nécessairement violente⁴⁹. Il s'agit simplement de reconnaître que « la religion » a en fait été manipulée pour tenter de justifier la violence, le conflit ou la guerre à un moment donné et dans un contexte particulier.

⁴⁴ HCDH, communications adressées aux gouvernement suivants : Bangladesh (BGD 1/2022) ; Guatemala (GTM 8/2022) ; Inde (IND 5/2022) ; Pakistan (PAK 2/2022).

⁴⁵ A/HRC/13/40, résumé.

⁴⁶ A/HRC/28/66, par. 18.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Pour une analyse approfondie de cette question, voir www.toaep.org/ps-pdf/41-bergsmo-manocha.

36. S'agissant de « l'importance réelle de la religion dans le terrorisme (par opposition à l'utilisation instrumentale de la religion) », les études démontrent que nous ne pouvons « ni nier l'importance de la religion dans les agissements des terroristes religieux, ni rejeter la responsabilité de leur violence sur l'ensemble d'une tradition religieuse »⁵⁰. Pour en revenir à « l'ambivalence » de la religion ou des convictions, il convient de noter que, si la religion peut mobiliser et être utilisée en faveur de la violence, des conflits et de la guerre, elle peut également mobiliser et être utilisée à l'inverse. Il est essentiel de savoir quand et comment la religion peut être mobilisée de manière positive plutôt que négative.

37. On pourrait être tenté d'établir une corrélation entre la diversité de religion et de conviction et le risque de conflit, ce qui serait une grave erreur. Des spécialistes ont fait remarquer que ce n'est pas la diversité, qu'elle soit culturelle ou religieuse, qui est en cause, mais « la manière dont elle est traitée sur le plan politique »⁵¹. Comme l'ont réitéré la titulaire actuelle du mandat et ses prédécesseurs, « l'intolérance religieuse n'est pas le résultat naturel de la diversité des sociétés, mais est trop souvent manipulée par quelques groupes ou individus »⁵². Dans les principes directeurs de l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général, celui-ci note que la diversité humaine devrait être considérée comme un atout et non comme une menace et que la diversité culturelle doit être traitée avec un respect total, et pas seulement avec tolérance⁵³.

38. En défendant la liberté de religion ou de conviction, l'État permet à la liberté de pensée, de conscience et de religion d'avoir la portée et les effets profonds qu'elle est censée avoir⁵⁴. Cette liberté permet aux personnes de rester fidèles à leur conscience, que ce soit en perpétuant des traditions ancestrales⁵⁵ ou en changeant de religion ou de conviction. Ce lien étroit entre conscience et religion ou convictions signifie que les personnes de religion ou de conviction minoritaire ne sont pas simplement considérées comme telles⁵⁶, mais qu'elles appartiennent à des minorités parce qu'elles s'identifient à elles et qu'elles choisissent de perpétuer leurs caractéristiques. Ce choix peut être passif ou actif, le fruit d'une résignation ou d'une recherche active. La nature de ce choix dépend de la conscience de la personne, mais il faut que les conditions soient réunies pour rendre ce choix possible, ce qui exige au minimum que les États ne violent pas la liberté de religion ou de conviction et que les acteurs non étatiques n'interfèrent pas⁵⁷.

39. La libération de la conscience que nécessite la liberté de religion ou de conviction consiste également à libérer la conscience de la manipulation, de la polarisation et de l'instrumentalisation. C'est cela qui fait la différence entre des populations cooptées pour légitimer la guerre et des populations libérées pour devenir des « militants de la paix »⁵⁸.

40. La libération de la conscience implique des obligations positives pour l'État, mais aussi des responsabilités au niveau de la société et de la communauté. La liberté de religion ou de conviction a été décrite comme ayant à la fois une dimension interne

⁵⁰ Toft, « Religion, terrorism and civil wars » (voir note de bas de page 26), p. 141.

⁵¹ Nordås, « Religious demography and conflict », p. 161.

⁵² A/HRC/13/40, par. 48.

⁵³ Boîte à outils #Faith4Rights, p. 12.

⁵⁴ CCPR/C/21/Rev.1/Add.4, par. 1.

⁵⁵ A/77/514.

⁵⁶ Résolution 47/135 de l'Assemblée générale, annexe.

⁵⁷ Résolution 47/135 de l'Assemblée générale, annexe, art. 3 2) ; E/CN.4/Sub.2/AC.5/2005/2, par. 54.

⁵⁸ Appleby, « Religion and global affairs » (voir note de bas de page 25).

(*forum internum*) et une dimension externe (*forum externum*)⁵⁹. Le *forum internum* concerne le droit d'avoir et d'adopter une pensée, une conscience, une religion ou une conviction, qui peut être théiste, non théiste, athée ou autre, et d'en changer ; le *forum externum* concerne le droit de manifester sa religion ou sa conviction, y compris en communauté avec d'autres personnes et en public⁶⁰. La liberté d'interpréter, de comprendre et donc de manifester sa religion ou ses convictions appartient à ces deux aspects. Bien que la pensée, la conscience et la religion puissent être informées par autrui, et même largement façonnées par l'association avec d'autres, elles s'attachent en fin de compte à la conscience et à la compréhension propres de l'individu. Cette compréhension est renforcée par la réalisation d'autres droits, notamment en matière d'éducation, d'association, de réunion pacifique, d'opinion et d'expression, de respect de la vie privée et de sécurité numérique.

41. La liberté d'interprétation permet également une grande résilience dans les périodes de polarisation qui peuvent conduire à la violence, aux conflits et à la guerre. Elle peut permettre aux individus de s'opposer à la montée des conflits, de refuser d'accepter la déformation et l'utilisation de leur religion ou de leurs convictions à des fins de guerre (en particulier, mais pas exclusivement, si le conflit a des implications interreligieuses ou intrareligieuses) et de s'engager résolument en faveur de la paix et des droits humains pour toutes et tous. La promotion d'un dialogue constructif sur la compréhension des textes religieux et l'encouragement d'interprétations tenant compte d'un « monde globalisé composé de sociétés de plus en plus multiculturelles et multireligieuses » contribue à la réalisation de cet objectif⁶¹.

IV. Effets de la religion et de la paix sur les États en ce qui concerne leurs obligations en matière de liberté de religion ou de conviction

42. Si les observations présentées à la section III, relatives à l'ambivalence et au rôle de la religion dans les conflits, appartiennent au domaine des relations internationales, des études sur la paix et des sciences politiques, elles sont également cruciales pour la question de la liberté de religion ou de conviction. Cela est d'autant plus vrai que certaines interprétations de la relation entre conflit et religion sont explicitement mises en avant ou influencent implicitement la manière dont les États abordent les questions de religion ou de conviction et les communautés correspondantes.

43. Les discours abondants et essentialisants sur la religion et l'insécurité, les conflits et les guerres laissent malheureusement une lourde empreinte sur la manière dont les États s'acquittent de leurs obligations en matière de liberté de religion ou de conviction.

44. Ce constat s'impose en dépit du fait que, conformément à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la liberté de religion ou de conviction ne peut faire l'objet d'aucune dérogation, même dans les situations d'urgence nationale, et que la liberté de religion ou de conviction et la sécurité sont « des objectifs complémentaires, interdépendants et qui se renforcent mutuellement qui peuvent, et doivent, être défendus ensemble »⁶². Cela est d'autant plus évident

⁵⁹ CCPR/C/21/Rev.1/Add.4, par. 1 et 3 à 4 et Caroline Roberts, *Freedom of Religion or Belief in the European Convention on Human Rights* (Cambridge University Press, 2023).

⁶⁰ CCPR/C/21/Rev.1/Add.4, par. 2 ; et A/HRC/40/58, annexe I, par. 10.

⁶¹ A/HRC/40/58, annexe II, III.

⁶² Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, *Liberté de religion ou de conviction et sécurité : Orientations générales* (voir note de bas de page no 20).

que la sécurité est comprise dans ses multiples dimensions⁶³ plutôt que d'être réduite à la « sécurité nationale ». Il est clair qu'une sécurité durable exige le respect total des droits humains, l'égalité et la confiance des personnes placées sous cette juridiction⁶⁴.

45. Que ce soit implicitement ou explicitement, de nombreux États établissent une distinction entre « bonnes » et « mauvaises » religions, créant ainsi une hiérarchie dans la protection de la liberté de religion ou de conviction, et perpétuant les discriminations et les inégalités. Certains États ne reconnaissent qu'une seule religion ou idéologie, ou une liste exclusive de communautés, ce qui pose problème. Les autres ne sont pas reconnues, ce qui entraîne nécessairement de la discrimination à leur égard, même si les infractions et exclusions que cela entraîne à leur égard sont graduelles. Les États créent également des hiérarchies par d'autres moyens, notamment en criminalisant certaines religions ou convictions ou les pratiques religieuses de leurs membres, par exemple au moyen d'accusations généralisées d'extrémisme et de terrorisme, de l'interdiction de leurs activités ou du refus de les laisser se réunir et pratiquer leur religion en tant que membres d'une communauté. Le droit pénal de certains pays interdit également le blasphème ou l'apostasie, auxquels ils associent des peines sévères, notamment la peine capitale, ce qui est contraire au principe de la protection expresse de la liberté de changer de religion ou de conviction pour toute personne, sans aucune forme de contrainte, inscrit dans le droit international des droits de l'homme. Lorsque l'enregistrement des communautés est refusé, celles-ci peuvent se trouver dans l'incapacité d'organiser des activités, de se réunir et de s'associer, ce qui les empêche de pratiquer leur religion ou de manifester leurs convictions, comme le prévoit le droit international des droits de l'homme⁶⁵. En outre, les limitations imposées par les États à la possibilité de manifester sa religion ou ses convictions le sont souvent en violation flagrante du cadre international définissant les limitations légitimes. Toute limitation doit être conforme à la loi, nécessaire, proportionnée et non discriminatoire, et être imposée de la manière la moins restrictive possible dans le seul but de protéger l'ordre public, la santé ou la morale⁶⁶, ou les droits et libertés d'autrui. Les États doivent également respecter les droits des personnes de religion ou conviction minoritaires, sans discrimination et dans un contexte de jouissance égale des autres droits humains, y compris le droit à une procédure régulière, à une égale protection de la loi et à l'égalité devant la loi⁶⁷.

46. Les rapports de visites dans les pays et les lettres d'allégations adressées par la titulaire du mandat au fil des ans ont mis en évidence une série de restrictions et de violations de la liberté de religion ou de conviction au nom de la sécurité. Le refus d'enregistrement et la radiation de certaines communautés de religion ou de conviction pour des raisons de sécurité nationale dans un certain nombre d'États restent un sujet de préoccupation. En 2017, le titulaire du mandat d'alors s'est dit préoccupé par la décision de la Cour suprême de liquider un centre appartenant à une communauté de religion ou de conviction et toutes ses entités locales pour « extrémisme »⁶⁸, au motif que les documents religieux qu'ils diffusaient « [incitaient] à des combats religieux promouvant l'exclusivité, la supériorité ou

⁶³ Ibid, p. 9.

⁶⁴ Ibid, p. 7.

⁶⁵ Résolution 36/55 de l'Assemblée générale, article 6 ; CCPR/C/21/Rev.1/Add.4, par. 4.

⁶⁶ Ces restrictions doivent, en revanche, être fondées sur des principes qui ne procèdent pas d'une religion ou conviction unique (CCPR/C/GC/34, par. 32).

⁶⁷ Résolution 47/135 de l'Assemblée générale, articles 2 à 4.

⁶⁸ HCDH, communications adressées au Gouvernement russe : AL RUS 2/2017 (réponse du Gouvernement reçue le 25 mai 2017) et AL RUS 19/2018 (réponse du Gouvernement reçue le 5 octobre 2018).

l'infériorité des citoyens en fonction de leur rapport à la religion »⁶⁹. Cette décision a précipité une vague de harcèlement judiciaire à l'encontre des membres du centre au niveau transnational⁷⁰. En août 2023, la titulaire du mandat a exprimé son inquiétude quant à la révocation de la personnalité juridique de quelque 310 organisations à but non lucratif associées à une communauté religieuse, dans un contexte où les dirigeants de cette communauté étaient accusés « d'encourager les terroristes »⁷¹. Elle a également fait part de ses préoccupations concernant les mesures législatives qui permettent aux autorités de refuser le réenregistrement d'une organisation religieuse en invoquant, entre autres, des questions liées à la sécurité nationale⁷². Elle a en outre soulevé des inquiétudes quant au fait que certaines organisations religieuses sont tenues de remplir des demandes fastidieuses pour opérer légalement et que les autorités exercent un pouvoir discrétionnaire excessif pour rejeter des demandes et radier des communautés de religion ou de conviction⁷³.

47. Comme l'ont souligné à de nombreuses reprises les titulaires du mandat, le contexte plus large de la lutte contre le terrorisme, le séparatisme ou l'extrémisme violent, ainsi que les interdictions trop vagues de « l'incitation » et du « discours haineux », peuvent donner lieu à des restrictions de manifestation incompatibles avec le droit international des droits de l'homme. La titulaire du mandat a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude quant à la possibilité qu'une législation et une politique de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent élargies puissent conduire à traiter les minorités religieuses ou de conviction selon une approche sécuritaire : un processus par lequel ces minorités sont perçues comme une menace exigeant des mesures juridiques et politiques punitives extraordinaires⁷⁴. Il en résulte un large éventail de restrictions à la manifestation de la religion ou des convictions, dont beaucoup sont mises en évidence dans les récentes communications de la titulaire du mandat, telles que l'interdiction de pratiques religieuses essentielles (comme l'adhésion à un régime alimentaire particulier) ou le fait de les considérer comme un indicateur de menace⁷⁵, la criminalisation de la diffusion de textes religieux⁷⁶ ou la critique des religions, des convictions ou des pratiques⁷⁷. Elle a même observé des cas où la fermeture de lieux de culte et les restrictions d'accès aux lieux de rassemblement pour le culte de certaines communautés de religion ou de conviction rendaient la manifestation de la religion ou de la conviction inaccessible à la grande majorité de la population⁷⁸. L'interdiction faite aux responsables religieux d'échanger avec d'autres pays ou de s'y former, au nom d'une prétendue « paix religieuse », peut avoir un impact disproportionné sur les religions minoritaires, conduire à une discrimination extrême⁷⁹ et même restreindre la poursuite des études.

⁶⁹ Réponse de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève à la communication AL RUS 2/2017 du HCDH.

⁷⁰ HCDH, communications adressées au Gouvernement russe : AL RUS 19/2018 (réponse du Gouvernement reçue le 5 octobre 2018) ; AL RUS 22/2018 (réponse du Gouvernement reçue le 16 janvier 2019) ; AL RUS 2/2020 (réponse du Gouvernement reçue le 5 août 2020).

⁷¹ HCDH, communication AL NIC 2/2023 adressée au Gouvernement nicaraguayen.

⁷² HCDH, communications adressées aux gouvernements suivants : Kirghizistan (OL KGZ 6/2023) et Biélorussie (OL BLR 7/2023).

⁷³ [A/HRC/55/47/Add.1](#) (mission au Tadjikistan), par. 34 et 35.

⁷⁴ [A/73/362](#), par. 10. Voir également *ibid.*, par. 21, 49 et 57 ; [A/HRC/46/30](#), par. 23 à 25.

⁷⁵ HCDH, communications adressées au Gouvernement chinois : AL CHN 18/2019 et AL CHN 12/2022 (réponses du Gouvernement reçues le 16 décembre 2019 et le 7 mars 2023, respectivement).

⁷⁶ HCDH, communications adressées aux gouvernements suivants : Kirghizistan (AL KGZ 4/2021) et Fédération de Russie (AL RUS 19/2018).

⁷⁷ HCDH, communication adressée au Gouvernement sri-lankais (AL LKA 3/2023).

⁷⁸ [A/HRC/55/47/Add.1](#), par. 24.

⁷⁹ *Ibid.*, par. 31.

48. Les communications du mandat ont également mis en évidence la suspicion, le ciblage et le harcèlement judiciaire disproportionnés visant les adeptes de religions minoritaires, qui sont accusés de sympathie pour le terrorisme ou d'être des « extrémistes » violents, des « séparatistes » ou des menaces pour la « sécurité nationale ». Dans ces contextes, le mandat a fait état de cas d'arrestation, de détention et de condamnation de responsables religieux et d'adeptes de religions minoritaires, allant jusqu'à l'application de la peine de mort, sur la base d'accusations liées au terrorisme, au séparatisme ou à « l'atteinte à la sécurité nationale »⁸⁰. Les préjugés et les stéréotypes liés au terrorisme et aux questions de sécurité peuvent également faciliter l'imposition de restrictions administratives à l'obtention de financements pour les organisations à but non lucratif qui défendent les droits des minorités de religion ou de conviction, y compris les financements provenant d'entreprises privées⁸¹. Plus largement, la nouvelle pratique consistant à établir des cadres juridiques restrictifs pour la création d'associations civiques et pour la réception de fonds étrangers représente une menace très préoccupante pour le droit des organisations fondées sur la religion ou les convictions de mener des activités caritatives, humanitaires ou de défense des droits humains⁸².

49. Comme on l'a noté dans des rapports antérieurs, on constate souvent que les forces armées étatiques participent directement aux actes de répression fondés sur la religion ou la conviction les plus violents, y compris des actes de génocide, des déplacements forcés, des conversions par la force, des violences sexuelles et de genre, des réductions en esclavage, la destruction et la profanation de lieux de culte, la destruction de logements et le pillage des ressources de minorités religieuses⁸³.

50. Les situations de conflit armé peuvent engendrer de graves restrictions du droit des individus à manifester leur religion ou leurs convictions, notamment à cause de la destruction des lieux de culte⁸⁴. Les communautés de religion ou de conviction peuvent également faire l'objet d'une surveillance accrue et de soupçons quant à leurs allégeances⁸⁵, y compris d'allégations d'appartenance à des organisations terroristes ou de sympathie à leur égard. Cette présomption de culpabilité collective des minorités de religion et de conviction se traduit par des restrictions de leurs activités, y compris de leurs activités humanitaires dans les situations de conflit⁸⁶, et par des attaques contre leurs habitations, leurs biens et leurs lieux de culte de la part d'acteurs étatiques et non étatiques⁸⁷. La Rapporteuse spéciale rappelle en outre que l'objection de conscience au service militaire relève du champ d'application du paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et insiste sur

⁸⁰ OHCHR, communications adressées aux gouvernements suivants : Égypte (AL EGY 14/2021) ; Sri Lanka [AL LKA 2/2021 (réponse du Gouvernement reçue le 7 septembre 2021)] ; Arabie Saoudite [AL SAU 5/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 25 mai 2022)] ; Iran [République islamique d'] (AL IRN 27/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 25 mai 2023)) ; Chine [AL CHN 8/2023 (réponse du Gouvernement reçue le 31 août 2023)].

⁸¹ HCDH, communication adressée au Gouvernement français (OTH 132/2023).

⁸² Voir, par exemple, CCPR/C/EGY/CO/5, par. 49 ; HCDH, « Georgia: United Nations experts condemn adoption of Law on Transparency of Foreign Influence », 15 mai 2024 ; disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.ohchr.org/en/press-releases/2024/05/georgia-un-experts-condemn-adoption-law-transparency-foreign-influence.

⁸³ A/78/207, par. 52. Pour plus de détails, voir A/HRC/49/44.

⁸⁴ HCDH, communication adressée au Gouvernement russe (AL RUS 18/2022).

⁸⁵ HCDH, communication adressée au Gouvernement ukrainien [AL UKR 1/2023 (réponses du Gouvernement reçues le 22 janvier et le 20 juin 2024)].

⁸⁶ HCDH, communication adressée au Gouvernement philippin [AL PHL 4/2023 (réponse du Gouvernement reçue le 29 décembre 2023)].

⁸⁷ HCDH, communication adressée au Gouvernement ukrainien [AL UKR 1/2023 (réponses du Gouvernement reçues le 22 janvier et le 20 juin 2024)].

son inquiétude face aux allégations persistantes de déni de ce droit dans les situations de conflit armé et autres⁸⁸.

51. Les visites de pays effectuées dans le cadre du mandat ont mis en évidence une tendance, chez plusieurs États, à adopter une approche interventionniste et à tenter de « gérer » les communautés religieuses par crainte de « l'extrémisme » religieux ou du terrorisme. Lors d'une visite de pays en 2014, la peur de l'extrémisme religieux et du terrorisme avait été invoquée pour justifier la « gestion du pluralisme religieux » très intrusive et la gestion des communautés religieuses, qui ne tenait guère compte des obligations en matière de liberté de religion ou de conviction⁸⁹. Une approche décrite comme source « de stabilité, de tranquillité et d'harmonie ». Le droit international définit clairement les conditions strictes des restrictions qui peuvent être légitimement imposées à la liberté de manifester sa religion ou ses convictions⁹⁰. Pourtant, il semble que les autorités soient d'avis que l'autorisation de l'État est nécessaire pour que cette manifestation soit possible⁹¹. De même, dans un autre pays visité dans le cadre du mandat, on a constaté que des « intérêts de la majorité », non spécifiés, des considérations « d'unité et d'harmonie nationales » ou des « troubles à l'ordre public » étaient fréquemment invoqués pour justifier des restrictions à la liberté de religion ou de conviction⁹². L'emploi de formulations vagues dans les codes pénaux peut conduire à ce que les membres des communautés de religion ou de conviction voient leur droit de manifester leur religion ou leurs convictions restreint, et fassent l'objet d'arrestations et de détentions s'ils s'opposent à des restrictions au titre de leur liberté de religion ou de conviction⁹³, et ce, pendant de nombreuses années⁹⁴.

52. Lors d'une visite de pays en 2019, on a observé une forte ingérence de l'État dans la gestion des mosquées, notamment s'agissant des thèmes des sermons du vendredi (mais pas une supervision complète du contenu), certaines pratiques pacifiques promues par la religion étant qualifiées d'extrémistes^{95, 96}. Lors de la visite d'un autre pays, il est apparu clairement que la forte ingérence de l'État dans les affaires des communautés religieuses visait en fait ceux qui cherchaient à pratiquer leur religion d'une manière autre que celle approuvée par le Gouvernement⁹⁷, et que ce contrôle excessif pouvait créer des conditions qui poussaient les griefs à un niveau tel que le risque de violence s'en trouvait accru. En revanche, le respect de la liberté de religion ou de conviction permet une vie publique harmonieuse et riche, contribuant activement au développement, à la paix et à la compréhension.

53. Un certain nombre de rapports de pays établis dans le cadre du mandat mettent en évidence des contextes dans lesquels le discours politique et la couverture médiatique présentent certaines religions comme plus enclines à la violence que d'autres. Certains partis politiques établissent notamment un lien entre l'immigration et l'augmentation de la violence, et les médias associent les membres de minorités de religion ou de conviction, notamment les musulmans, au terrorisme et à la

⁸⁸ HCDH, communications adressées aux gouvernements suivants : Ukraine [AL UKR 1/2023 (réponses du Gouvernement reçues le 22 janvier et le 20 juin 2024)] ; Turkménistan (AL TKM 2/2020). Les travaux du Quaker United Nations Office ont été déterminants à cet égard.

⁸⁹ [A/HRC/28/66/Add.1](#) (mission au Kazakhstan), par. 16.

⁹⁰ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 18, par. 3.

⁹¹ [A/HRC/28/66/Add.1](#), par. 22.

⁹² [A/HRC/28/66/Add.2](#) (mission au Viet Nam), par. 76.

⁹³ Ibid., par. 23 à 25 et 73.

⁹⁴ HCDH, communications adressées au Gouvernement Vietnamien : VNM 2/2023 et VNM 4/2022 (réponse du Gouvernement reçue le 27 juillet 2023).

⁹⁵ [A/HRC/40/58/Add.1](#) (mission en Tunisie), par. 58.

⁹⁶ Ibid., par. 45.

⁹⁷ [A/HRC/55/47/Add.1](#) (mission en Tunisie), par. 43.

discrimination à l'égard des femmes⁹⁸. Des entretiens avec des hommes musulmans ont montré qu'ils se sentaient catalogués comme de « dangereux terroristes » ou comme des « oppresseurs de femmes » par la société dans son ensemble⁹⁹. Les médias tendent à présenter les voix radicales comme le « véritable islam » et à reléguer les points de vue modérés ou libéraux au rang « d'exceptions ». Cette perception négative de l'islam a fait naître chez les membres des communautés musulmanes une crainte d'être associés à des comportements rétrogrades, à l'extrémisme, à la discrimination à l'égard des femmes, à la violence et au terrorisme¹⁰⁰. Les États ne peuvent se permettre de négliger la force et les ressources qu'ils peuvent puiser dans la diversité pour leur lutte contre l'extrémisme violent et la violence sociale, qui ne peuvent être associés à certaines religions ou convictions. Le mandat a déjà mis en garde les États et les responsables politiques contre les généralisations faciles concernant la relation entre religion et conflit, qui peuvent contribuer à la « religionisation » des conflits et à la diffusion du discours d'une ou de plusieurs parties à un conflit¹⁰¹.

V. L'importance de la liberté de religion ou de conviction pour la paix, indépendamment de la religion en tant que telle

54. Il est largement admis que le respect de tous les droits humains est une condition préalable à la paix¹⁰², bien qu'il reste nécessaire de préciser la « valeur ajoutée » que représente pour la paix la liberté de religion ou de conviction, par opposition à la simple « religion ».

55. S'il existe de nombreuses stratégies politiques visant à mobiliser le pouvoir et l'influence des traditions et institutions fondées sur la religion ou les convictions en matière de prévention, d'atténuation ou de résolution des conflits, elles ne sont pas nécessairement compatibles avec la liberté de religion ou de conviction ou avec une approche fondée sur les droits humains. Il convient donc de préciser les éléments inhérents et spécifiques à une approche fondée sur la liberté de religion ou de conviction, dont trois sont fondamentaux.

56. Tout d'abord, il convient de souligner que l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques protège la liberté de pensée, de conscience et de religion. Toute personne est protégée dans son droit, auquel il ne peut être dérogé, de poursuivre, d'examiner et de développer sa conscience, que ce soit au sein ou en dehors d'une tradition religieuse ou d'une conviction donnée. Le respect de la liberté de pensée, de conscience et de religion permet le développement de positions éthiques et morales hors du statu quo.

57. Ensuite, bien que les initiatives et les dialogues « interconfessionnels » et « intraconfessionnels » soient très répandus, une approche fondée sur la liberté de religion ou de conviction invite à davantage de nuance et d'inclusion. L'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques « n'est pas limité, dans son application, aux religions traditionnelles ou aux religions et convictions comportant des caractéristiques ou des pratiques institutionnelles analogues à celles des religions traditionnelles »¹⁰³. Il est important de noter que cela comprend les religions ou les convictions qui ne sont pas reconnues ou partagées par une majorité, ainsi que les

⁹⁸ [A/HRC/55/47/Add.2](#) (mission en Suède), par. 61.

⁹⁹ Ibid, p. 46.

¹⁰⁰ [A/HRC/34/50/Add.1](#) (mission au Danemark), par. 33.

¹⁰¹ [A/HRC/49/44](#), par. 3 et 79 a).

¹⁰² Résolution [53/243](#) de l'Assemblée générale, par. 1 c).

¹⁰³ [CCPR/C/21/Rev.1/Add.4](#), par. 2.

formes de spiritualité autochtones, et que cela protège la diversité de pensée, de conscience et de conviction au sein des traditions religieuses.

58. Enfin, une approche fondée sur la liberté de religion ou de conviction reflète l'indivisibilité et l'interdépendance des droits humains. En tant que telle, elle doit promouvoir la liberté de religion ou de conviction d'une manière qui soit complémentaire des autres droits humains pertinents dans une situation donnée, y compris le droit à la non-discrimination, le droit à un procès équitable et à une procédure régulière, et le droit à la participation.

A. La liberté de religion ou de conviction dans la prévention des conflits

59. Le Conseil de sécurité a demandé aux États Membres d'encourager « un enseignement de qualité pour la paix, notamment en concevant et en appliquant des politiques destinées à assurer la promotion par les systèmes éducatifs [...] de la liberté de religion ou de conviction »¹⁰⁴. En encourageant les échanges et l'apprentissage entre les communautés de religion ou de conviction, les initiatives de la société civile peuvent jouer un rôle essentiel pour briser les mythes et les stéréotypes susceptibles d'alimenter les conflits au niveau local¹⁰⁵.

60. La liberté de religion ou de conviction implique la protection juridique, le respect et la réalisation des droits de toutes et tous, y compris des religions et des convictions minoritaires. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques impose l'obligation immédiate de traduire la liberté de religion ou de conviction et les autres droits humains pertinents dans l'ordre constitutionnel et juridique, et de donner effet à ces droits. Il prévoit également la prise en compte des griefs et des inégalités touchant les minorités et une protection solide contre l'émergence de nouveaux griefs et, par conséquent, contre la possibilité que ces griefs conduisent à de l'instabilité, voire à des violences, ou qu'ils soient exploités dans le cadre d'un conflit ou d'une escalade de celui-ci¹⁰⁶.

61. Lorsque la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction est respectée, les mouvements alternatifs et les discours favorables à la paix ont plus de chances d'émerger et le public est moins susceptible d'être capté par l'instrumentalisation politique de la division, de la haine et de l'aliénation sur la base de la religion ou de la conviction. La promotion de la liberté de religion ou de conviction permet une pensée indépendante, qui peut « légitimer et préserver l'ordre

¹⁰⁴ Résolution 2686 (2023) du Conseil de sécurité, par. 8. Par exemple, voir la méthodologie d'échange de connaissances entre paix présentée dans Ibrahim Salama et Michael Wiener, « 'Faith for Rights' in armed conflict: lessons from practice », *Journal of Human Rights Practice*, 7 juin 2023.

¹⁰⁵ Voir, par exemple, Fathima Azmiya Badurdeen, « Harnessing local traditional beliefs in environmental advocacy and peacebuilding: FORB interventions in Indonesia and Kenya », University of Groningen, The Religion Factor blog, disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.rug.nl/research/centre-for-religious-studies/research-centres/centre-religion-conflict-globalization/blog/harnessing-local-traditional-beliefs-in-environmental-advocacy-and-peacebuilding-forb-interventions. Voir également les travaux de Joint Initiative for Strategic Religious Action, Religions for Peace, Network for Religious and Traditional Peacemakers, Institute for Global Engagement, Religious Freedom and Business Foundation, Forum for Promoting Peace in Muslim Societies, Love Your Neighbor Community, Globethics et Tearfund.

¹⁰⁶ Voir A/HRC/49/46.

social » ou « défier la société et le gouvernement »¹⁰⁷. C'est un « élément précieux pour les athées, les agnostiques, les sceptiques et les indifférents »¹⁰⁸.

62. Des recherches fondées sur une analyse statistique portant sur 143 pays ont mis en évidence un lien étroit entre la restriction de la liberté de religion et les hostilités sociales, et ont montré que, « à mesure que les gouvernements et les sociétés restreignent la liberté de religion, les persécutions physiques et les conflits s'intensifient »¹⁰⁹.

63. La liberté de religion ou de conviction peut également contribuer aux efforts déployés pour lutter contre les facteurs environnementaux de privation et d'insatisfaction. La rareté des ressources naturelles et la concurrence qu'elles suscitent figurent souvent parmi les principaux facteurs susceptibles de déclencher ou d'aggraver les conflits, y compris les conflits confessionnels, et la dégradation de l'environnement et les changements climatiques risquent d'aggraver ce problème. En examinant la question de la liberté de religion ou de conviction, on peut mettre en évidence la nécessité d'élaborer des plans d'adaptation qui tiennent compte de la religion et des conflits, ainsi que le potentiel de l'action interconfessionnelle en matière de lutte contre les changements climatiques¹¹⁰.

64. La liberté de religion ou de conviction permet à chacun de se rallier à un ensemble de valeurs défendues par une communauté, et de le faire librement et sans contrainte. Ces valeurs¹¹¹ peuvent contribuer à remédier aux causes profondes de la violence et des conflits et mobiliser une puissance qui permet de puiser au plus profond de la motivation pour améliorer et transformer la société. Elles peuvent contribuer à inculquer, inspirer, stimuler et entretenir la non-violence, le pardon, l'espoir, la tolérance des fautes d'autrui, la responsabilité personnelle, la lutte contre les préjugés et l'intolérance, le traitement d'autrui comme on souhaite être traité et l'indépendance d'esprit, ce qui favorise l'appréciation de la diversité et du pluralisme. Les idées de la religion constituent une « boîte à outils »¹¹² dans la recherche de la paix. La liberté de religion ou de conviction est la clé de cette boîte à outils, dont elle protège et facilite l'accès.

65. Compte tenu de l'indivisibilité des droits, les projets fondés sur la liberté de religion ou de conviction et visant à prévenir et à atténuer les conflits peuvent également favoriser l'inclusion des représentants, des responsables, des acteurs et des voix de différentes religions ou convictions, y compris les voix des femmes, des jeunes et des minorités¹¹³.

¹⁰⁷ Elizabeth Clark, « The impact of religion and religious organizations », *Brigham Young University Law Review*, vol. 49, n° 1 (2023), p. 44.

¹⁰⁸ Cour européenne des droits de l'homme, *Kokkinakis c. Grèce*, requête n° 14307/88, arrêt du 25 mai 1993, par. 31.

¹⁰⁹ Roger Finke et Jaime Harris, « Wars and rumors of wars: explaining religiously motivated violence » in *Religion, Politics, Society and the State*, Jonathan Fox, ed. (New York, Oxford University Press, 2012). Voir également Roger Finke et Dane. R. Mataic, « Promises, practices and consequences of religious freedom: a global overview », *University of St. Thomas Law Journal*, vol. 15, n° 3 (2019) ; Nilay Saiya, *Weapon of Peace: How Religious Liberty Combats Terrorism* (Cambridge University Press, 2018).

¹¹⁰ Elizabeth Nelson, avec Daniel Ekomo-Soignet et Rachel Forster, « Climate change, conflict and freedom of religion or belief » (Search for Common Ground, juin 2024).

¹¹¹ Voir, par exemple, www.bahai.org/library/authoritative-texts/the-universal-house-of-justice/messages/19851001_001/19851001_001.pdf.

¹¹² Johan Galtung, discours du 22 mai 2012, sous l'égide du Conseil œcuménique des Églises, de Globethics et de l'Institut Galtung pour la théorie et la pratique de la paix. Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.oikoumene.org/news/johan-galtung-religions-have-potential-for-peace.

¹¹³ Search for Common Ground, « Freedom of religion and belief roundtables: key learnings from Search for Common Ground in Lebanon, Sri Lanka and Uzbekistan 2020-2023 ».

66. Les représentants, les responsables¹¹⁴ et les acteurs de différentes religions ou convictions contribuent depuis longtemps à la prévention des conflits, qu'il s'agisse de l'alerte rapide, de l'échange de connaissances sur les facteurs de conflit ou de services de médiation ou de « bons offices » visant à faciliter la prévention. Le dialogue et la coopération interconfessionnels ont également été reconnus comme apportant une « contribution précieuse » à la promotion de la cohésion sociale et de la paix, ainsi qu'à la prévention des conflits¹¹⁵.

B. La liberté de religion ou de conviction dans l'atténuation des conflits

67. Lorsqu'elle est pleinement respectée, la liberté de religion ou de conviction favorise le développement d'idées alternatives en matière de sécurité et de paix, remettant en cause la normalisation de la militarisation et de la guerre dans les affaires internationales, et même dans les droits humains. Elle rattache les décisions en matière de justice à la conscience individuelle, permettant à chacun de s'engager avec sa propre conscience, et pas seulement d'être guidé par les autres : « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix »¹¹⁶.

68. La liberté de religion ou de conviction invite à engager une réflexion approfondie sur des questions de conscience et suppose une dynamique de compréhension et d'interprétation continues des questions relatives à la pensée, à la conscience et à la religion. Comme l'a souligné un éminent spécialiste de la recherche sur la paix, l'avantage comparatif des religions réside dans leur « perspective de transcendance »¹¹⁷. Elles ont le potentiel de permettre aux gens de s'opposer aux appels à la violence et à l'extrémisme violent, et plus particulièrement à la violence au nom de la religion, ce qui peut affaiblir l'assise du pouvoir de ceux qui instrumentalisent la religion pour le pouvoir. Elles peuvent donc offrir une résilience face à un contexte de nationalisme religieux, de violence politique et d'incitation à la violence.

69. La liberté de religion ou de conviction permet également de libérer la conscience des individus et des communautés pour qu'ils s'engagent dans la défense de la paix, même en temps de guerre. C'est une conscience humaine sans entraves qui a donné naissance aux principes de l'humanitarisme en temps de guerre, à la reconnaissance de la noblesse de chacun et de toutes et tous sans condition, et jusqu'à la signification du terme « humanité » lui-même¹¹⁸. La liberté de religion ou de conviction et la pensée, l'engagement et le raisonnement autonomes qu'elle offre, peuvent également contribuer à développer le langage afin que les personnes puissent exprimer des visions de paix positive et durable, et pas seulement des cessez-le-feu militaires ou la fin de certaines ventes d'armes.

70. Les représentants, les responsables et les acteurs de diverses religions ou convictions ont souvent joué un rôle déterminant dans l'atténuation des conflits et

¹¹⁴ Voir Ioana Cismas, « The relevance of International law standards to religious leaders » et Gunnar M. Ekeløve-Slydal, « Broader normative bases for religious leaders to prevent hate speech » dans *Religion, Hateful Expression and Violence*, Morten Bergsmo et Kishan Manocha, eds. (Bruxelles, Torkel Opsahl Academic EPublisher, 2023).

¹¹⁵ Résolution 2686 (2023) du Conseil de sécurité, par. 4.

¹¹⁶ Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), préambule.

¹¹⁷ Johan Galtung, discours du 22 mai 2012.

¹¹⁸ Hugo Slim, « The power of humanity: on being human now and in the future », *Humanitarian Law and Policy*, 30 juillet 2019.

dans le pivot vers le rétablissement de la paix, notamment en demandant que les sites religieux et les lieux de culte ne soient pas pris pour cible dans les conflits¹¹⁹ ou, comme les communautés et minorités de religion et de conviction, en plaidant pour que les clivages liés à la religion ou à la conviction ne soient pas exploités pour alimenter les conflits, et encore moins pour justifier le conflit en lui-même¹²⁰.

71. Le Plan d'action à l'intention des responsables et des acteurs religieux en vue de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire à des atrocités criminelles reflète cet aspect. En effet, on y invite les responsables et acteurs concernés à contribuer à la prévention ainsi qu'au renforcement et à l'édification de sociétés pacifiques, inclusives et justes, en respectant, en protégeant et en promouvant les droits humains. Les objectifs définis dans le Plan sont les suivants : soutenir les autres, tisser des liens entre les communautés, renforcer les messages positifs dans les « messages religieux », contribuer à la prévention des conflits et à leur transformation, répondre aux griefs persistants en association avec les communautés, établir des réseaux de responsables et d'acteurs interreligieux pour lutter contre les violations commises au nom de la religion, et créer des coalitions entre ces acteurs pour coordonner les actions¹²¹.

72. Les membres du Conseil de sécurité ont reconnu que les représentants, responsables et acteurs religieux peuvent jouer un rôle de pacification essentiel dans les situations de conflit et que la confiance et la compréhension entre les communautés peuvent être renforcées lorsque la liberté de religion est respectée¹²².

C. La liberté de religion ou de conviction dans la transformation des conflits et la justice transitionnelle

73. Un discours positif permet de guérir les esprits et les cœurs en vue de la réconciliation et de la consolidation de la paix¹²³.

74. L'obligation de veiller à ce que les minorités soient consultées sur toutes les questions qui les concernent est inscrite dans les normes relatives aux droits des minorités. Cela suppose que les minorités de religion ou de conviction qui ont été lourdement et spécifiquement visées soient entendues dans les négociations de paix, dans la justice transitionnelle et dans la construction d'un nouvel avenir au lendemain d'un conflit. Les approches fondées sur la liberté de religion ou de conviction encouragent souvent la participation de groupes susceptibles d'être affectés de manière disproportionnée par les conflits, tels que les femmes autochtones et les minorités religieuses. L'inclusion de ces groupes dans les négociations de paix peut considérablement enrichir ces processus et contribuer à soutenir une paix et une sécurité durables¹²⁴.

75. Le Conseil de sécurité a encouragé le Secrétaire général à prendre en compte et intégrer les meilleures pratiques concernant « la participation des groupes, des

¹¹⁹ L'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte (Ordre souverain de Malte) en est un exemple.

¹²⁰ On peut citer le rôle des membres de la « table ronde interreligieuse » à Sri Lanka dans la diffusion de messages de paix et de tolérance interconfessionnels dans le contexte des manifestations d'Aragalaya en 2020. Voir Search for Common Ground, « Freedom of religion and belief roundtables ».

¹²¹ Plan d'action à l'intention des responsables et des acteurs religieux en vue de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire à des atrocités criminelles, sections 8 et 9.

¹²² Résolution 2686 (2023) du Conseil de sécurité, par. 3, 12 et 15.

¹²³ A/HRC/40/58, annexe I, par. 20.

¹²⁴ Voir, par exemple, Rosa Emilia Salamanca, « Indigenous women and Colombia's peace process: pathways to participation » (London, Conciliation Resources, juin 2017).

institutions et des dignitaires religieux, y compris les femmes, ainsi que des communautés locales, à la médiation et à la mise en œuvre des accords de paix, aux initiatives visant à la prévention et au règlement des conflits, à la réconciliation, à la reconstruction, à la consolidation de la paix et à l'action visant à s'attaquer aux causes profondes des conflits »¹²⁵.

VI. Recommandations

76. La Rapporteuse spéciale recommande aux États :

a) De se remémorer les nombreux instruments normatifs internationaux qui reconnaissent que la paix repose sur le respect de la liberté de religion ou de conviction et sur le respect de la diversité des religions et des croyances ;

b) De veiller à ce que tous les acteurs (étatiques et autres) qui lancent des appels à la guerre ou à la violence, y compris au nom de la religion ou des convictions, soient traduits en justice devant un tribunal indépendant et conformément aux normes internationales en matière de droits humains, et à ce que toutes les victimes reçoivent une indemnisation adéquate ;

c) D'harmoniser leur ordre constitutionnel et juridique avec les normes internationales en matière de droits humains en ce qui concerne la liberté de religion ou de conviction ;

d) De protéger tous les individus, y compris les personnes appartenant à des religions ou convictions minoritaires, contre les attaques fondées sur la religion ou les convictions et, en particulier, de veiller à ce que les acteurs étatiques s'abstiennent de viser les personnes appartenant à des minorités et à des communautés religieuses ou de conviction par des mesures sécuritaires et les traitent sur un pied d'égalité ;

e) De protéger rigoureusement contre les lois et politiques élargies conçues pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui attribuent une culpabilité collective ou restreignent la manifestation de la religion ou des convictions ;

f) De s'abstenir de créer et d'entretenir de fausses dichotomies entre la « sécurité » et les droits humains, y compris la liberté de religion ou de conviction ;

g) De traiter rapidement et efficacement les plaintes relatives aux droits humains, y compris celles émanant de personnes appartenant à des minorités de religion ou de conviction. Cette démarche est nécessaire, non seulement au regard des obligations en matière de droits humains, mais également parce qu'elle permet d'éviter le risque de répression et l'exploitation des inégalités pour créer des griefs susceptibles d'être mobilisés dans le cadre d'un conflit ;

h) De lutter contre la discrimination fondée sur la religion ou la conviction dans les lois, la législation, les politiques et les pratiques ;

i) De garantir à toutes et à tous, dans le cadre de leur juridiction et de toutes leurs actions internationales et transnationales, la pleine et égale liberté de religion ou de croyance ;

j) D'accorder à toutes et tous la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou des convictions et d'en changer, conformément aux obligations internationales en matière de droits humains, d'accorder aux personnes

¹²⁵ Résolution 2686 (2023) du Conseil de sécurité, par. 15.

appartenant à des minorités le droit de conserver leurs caractéristiques conformément aux normes internationales en matière de droits humains, et de reconnaître que l'État doit jouer un rôle positif à cet égard pour créer un environnement propice à la jouissance de ces droits, qui contribue à libérer la conscience collective de la manipulation, de la division, de la polarisation et de l'instrumentalisation et qui est propice à la non-violence et à la paix ;

k) De garantir à toutes et tous la liberté de manifester ses pensées, sa conscience et sa religion, y compris en communauté avec d'autres et en public. Toute limitation de cette liberté de manifestation doit être strictement conforme au cadre international établissant les critères de légitimité ;

l) D'assurer une éducation de qualité au service de la paix, notamment par la promotion de la liberté de religion ou de conviction, de favoriser la compréhension de la diversité au sein des communautés de religion et de conviction et entre elles, et de renforcer l'éducation du public et la diffusion de messages soutenant la conception de la diversité humaine comme un atout, abordée avec un respect total et une attitude positive, et non pas seulement avec tolérance ;

m) De veiller à ce que les représentants, les responsables et les acteurs de différentes religions ou convictions, y compris les femmes, les jeunes et les minorités, soient entendus et consultés sur toutes les questions qui les concernent, ainsi que sur la vie publique en général ;

n) D'associer activement les représentants, les responsables et les acteurs de différentes religions ou convictions, y compris ceux des peuples autochtones, en particulier ceux qui ont été touchés de manière disproportionnée par la violence, les conflits et la guerre, aux efforts de prévention, d'atténuation et de transformation des conflits ;

o) De redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de développement durable n° 16 et les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

77. La Rapporteuse spéciale invite les acteurs non-étatiques à :

a) Persister dans les initiatives qui encouragent l'échange, l'apprentissage et les projets communs entre les communautés de religion ou de conviction, au sein de ces communautés et avec la société civile dans son ensemble, qui jouent un rôle positif en brisant les mythes et les stéréotypes qui peuvent favoriser les conflits, que ce soit au niveau local ou au-delà, et en promouvant l'habitude de la coopération ;

b) Contribuer à la prévention des conflits, que ce soit par l'alerte précoce, la mise en commun des connaissances sur les facteurs à l'origine des conflits ou des services de médiation ou de « bons offices » pour faciliter la prévention ;

c) S'investir dans les efforts visant à lutter contre la désinformation et à améliorer l'accès aux médias, en particulier pour les personnes appartenant à des religions ou convictions minoritaires ou à des groupes marginalisés ou en situation de vulnérabilité ;

d) Initier, établir et participer à des dialogues, activités et formes de coopération interconfessionnels toujours plus inclusifs et contribuant intentionnellement à la cohésion sociale et à la paix. Ces initiatives sont particulièrement efficaces lorsqu'elles n'hésitent pas à s'attaquer franchement aux causes profondes des malentendus et des conflits. La dégradation de

l'environnement et les changements climatiques comptent parmi les domaines d'intervention privilégiés ;

e) Appeler les représentants, les responsables et les acteurs de différentes religions ou convictions à soutenir les autres, tisser des liens entre les communautés, renforcer les messages positifs, répondre aux griefs persistants en lien avec les communautés, jouer un rôle pacificateur dans les situations de conflit, établir des réseaux et des coalitions pour lutter contre les violations commises au nom de la religion ou des convictions, en coordination avec les autres, contester les récits déshumanisants et contribuer à l'instauration d'un climat de confiance et de concorde.

VII. Activités de la Rapporteuse spéciale

78. On trouvera un aperçu des activités menées par la Rapporteuse spéciale du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023 dans son rapport le plus récent au Conseil des droits de l'homme¹²⁶. Elle a depuis participé aux activités décrites ci-après.

Organisation des Nations Unies et activités connexes

79. La Rapporteuse spéciale a présenté son rapport sur la haine fondée sur la religion ou la conviction¹²⁷ au Conseil des droits de l'homme à sa cinquante-cinquième session, en mars 2024. Au cours du dialogue interactif qui a suivi, de nombreux États ont accueilli positivement le rapport et ses recommandations, et ont également réaffirmé leur soutien sans faille aux travaux de la titulaire du mandat. La plupart des États se sont déclarés gravement préoccupés par le nombre croissant d'incidents liés à des appels à la haine fondés sur la religion ou la conviction et en ont évoqué les diverses formes, y compris dans les médias sociaux. Les États ont noté que ces appels risquaient de compromettre gravement la coexistence pacifique. La Rapporteuse spéciale a également présenté les rapports sur ses visites au Tadjikistan (11-20 avril 2023)¹²⁸ et en Suède (11-20 octobre 2023)¹²⁹.

80. Dans le cadre de sa présentation au Conseil des droits de l'homme à Genève, la Rapporteuse spéciale a participé à des réunions bilatérales du 4 au 8 mars 2024 avec un nombre important de représentants d'États et d'autres acteurs, y compris des représentants d'organisations de la société civile et des victimes de violations des droits humains. Elle a également pris la parole lors de nombreuses manifestations parallèles à Genève.

81. Du 13 au 16 mai 2024, la Rapporteuse spéciale a participé à une visite technique organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) au Costa Rica. L'objectif de la visite était de lancer la version espagnole du guide pratique d'élaboration d'une législation complète pour lutter contre les discriminations¹³⁰, qui offre des directives claires pour l'élaboration de lois exhaustives sur le plan international à l'échelle nationale qui soient conformes aux normes internationales en matière de droits humains dans le domaine concerné, la Rapporteuse spéciale se concentrant sur son mandat. La délégation a rencontré toute

¹²⁶ A/HRC/55/47.

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ A/HRC/55/47/Add.1.

¹²⁹ A/HRC/55/47/Add.2.

¹³⁰ OHCHR et Equal Rights Trust, *Protecting Minority Rights: A Practical Guide to Developing Comprehensive Anti-Discrimination Legislation* (New York et Genève, 2023). Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.ohchr.org/en/publications/policy-and-methodological-publications/protecting-minority-rights-practical-guide.

un ensemble de parties prenantes, y compris des acteurs nationaux participant à la rédaction de lois contre la discrimination ou aux travaux législatifs ou politiques dans d'autres domaines connexes, des députés, le Bureau du Médiateur, des représentants de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, de la société civile et l'équipe de pays des Nations Unies.

82. Le 30 mai 2024, la Rapporteuse spéciale a participé en tant qu'experte à un débat hybride à l'UNESCO, à Paris, lors d'une célébration conjointe de la Journée de l'Europe (9 mai) et de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai). Cet événement était organisé par la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'UNESCO et a rassemblé un groupe d'étudiants de Paris dans un concours de débat sur le sujet de la liberté d'expression et de la liberté des médias, suivi d'une table-ronde sur le même sujet réunissant des représentants de l'Union européenne, de l'UNESCO et de la société civile.

83. La Rapporteuse spéciale a renforcé sa coopération avec divers organes conventionnels. Elle a notamment contribué à la rédaction de l'observation générale et recommandation conjointe du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille sur les obligations des États parties concernant les politiques publiques visant à combattre et éradiquer la xénophobie et ses conséquences sur les droits des migrants, de leurs familles et des autres non-citoyens touchés par la discrimination raciale.

84. Depuis le 1^{er} janvier 2024, la Rapporteuse spéciale a rédigé ou cosigné 12 communications adressées à des gouvernements concernant diverses violations du droit à la liberté de religion ou de conviction¹³¹. Elle a également rédigé ou cosigné un certain nombre de communiqués de presse et autres déclarations publiques sur des questions liées à son mandat¹³².

Conférences, séminaires et interventions médiatiques

85. La Rapporteuse spéciale a participé à un certain nombre de conférences et d'autres événements en personne depuis janvier 2024, notamment au Costa Rica, en Allemagne, en Suisse et aux États-Unis d'Amérique. Quelques-unes de ces activités sont présentées ci-après.

86. Du 24 au 26 mars 2024, elle a assisté en personne à la 148^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève, où elle a participé en tant qu'intervenante à la session spéciale du 25 mars sur le dialogue interconfessionnel ayant pour thème « Rapprocher les peuples par le dialogue interconfessionnel pour des sociétés plus pacifiques et plus inclusives ». Durant son séjour à Genève, la Rapporteuse spéciale a participé à des réunions bilatérales avec un certain nombre de parlementaires et d'autres acteurs concernés. Le 21 juin 2024, elle a participé à un événement organisé par le HCDH et le Congrès juif mondial faisant suite à la résolution 54/25 du Conseil des droits de l'homme concernant la lutte contre l'antisémitisme dans le contexte du football.

87. La Rapporteuse spéciale a continué d'explorer diverses possibilités de collaboration avec des mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits humains afin de contribuer à une meilleure protection de la liberté de religion ou de conviction en améliorant la sensibilisation, l'harmonisation et l'échange d'informations. Au travers de plusieurs activités, la Rapporteuse spéciale a jeté les

¹³¹ Voir <https://spcommreports.ohchr.org>.

¹³² Pour plus de détails, voir la page Web du mandat : <https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/sr-religion-or-belief>.

bases d'une collaboration plus approfondie avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et le Secrétaire général de l'Organisation des États américains. Elle a également rencontré des personnes travaillant avec la Cour interaméricaine des droits de l'homme lors de son séjour au Costa Rica en mai 2024. En outre, elle a établi des relations de collaboration cordiales avec l'Union africaine et a poursuivi ses relations avec le Conseil de l'Europe. Elle se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de collaborer avec d'autres mécanismes régionaux et infrarégionaux de défense des droits humains au sujet de leurs normes, activités et jurisprudence en matière de liberté de religion ou de conviction.

88. Pendant la période considérée, la Rapporteuse spéciale a également accru sa participation à des initiatives de la société civile portant sur l'intersection entre liberté de religion ou de conviction et le développement durable, dans l'objectif de concevoir des stratégies et activités communes.

89. Les modalités de participation virtuelle ont permis à la Rapporteuse spéciale d'élargir la portée de sa participation et de ses activités de collaboration et d'interagir avec un large éventail d'acteurs. Elle a participé à de nombreuses réunions, sessions de formation et à d'autres événements avec divers acteurs gouvernementaux et acteurs de la société civile dans le monde entier, y compris des événements organisés par des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies. D'autres événements étaient notamment organisés par les entités suivantes : Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la religion et le développement durable, Komnas Ham (la commission nationale des droits de l'homme d'Indonésie), Cross-party Group on Freedom of Religion or Belief (Écosse), European Academy of Religion, Open Society University Network, Fondation panaméricaine de développement, Partenariat international sur la religion et le développement durable, Partnership for religious freedom, Parlement canadien, Institut suédois pour les droits de l'homme, Université d'Ottawa, Université de Sussex, Université Brigham Young, Groupe de contact international sur la liberté de religion ou de conviction, International Religious Freedom or Belief Alliance, Université d'Uppsala, Commission on International Religious Freedom des États-Unis et Mémorial de l'Holocauste des États-Unis, ainsi que par des acteurs de la société civile tels que : Joint Initiative for Strategic Religious Action, Conseil chrétien de Suède, Human Rights Watch, Communauté internationale baha'ie, Colectivo Nicaragua Nunca Más, Globethics, Church of Jesus Christ of Latter-day Saints, Geledés – Instituto da Mulher Negra, International Institute on Race, Equality and Human Rights, Intra-Communal Professorial Group, Jubilee Campaign et Outreach Aid to the Americas.